

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/40524]

2 FEVRIER 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives à l'indemnité kilométrique au sein de la fonction publique régionale

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 87, § 3, remplacé par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 6 janvier 2014 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, les articles 531, 536 et 556 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts, les articles 9 et 10 ;

Vu le rapport du 13 juin 2022 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 28 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 juillet 2022 ;

Vu l'accord de la Ministre de la Fonction publique, donné le 7 juillet 2022 ;

Vu le protocole de négociation n° 831 du Comité de secteur n° XVI, conclu le 28 octobre 2022 ;

Vu l'avis 72.727/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 janvier 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la nécessité d'aligner les montants forfaitaires des indemnités kilométriques octroyées en cas d'utilisation d'un véhicule personnel pour missions de service et d'utilisation d'une bicyclette applicables à la fonction publique wallonne à ceux applicables à la fonction publique fédérale ;

Sur la proposition de la Ministre de la Fonction publique ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 531 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2010, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 avril 2010, les mots « fixée à 0,3169 euros par kilomètre » sont remplacés par les mots « dont le montant correspond au montant prévu pour les membres du personnel de la fonction publique fédérale tel qu'indexé conformément à l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale » ;

2° l'alinéa 3, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 février 2007, est remplacé par ce qui suit :

« L'article 514 n'est pas applicable au montant de l'indemnité kilométrique visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 2. Dans l'article 536 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 septembre 2021, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 3, les mots « de 0,15 euros » sont abrogés ;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 3 et 4 :

« L'indemnité kilométrique visée à l'alinéa 3 correspond au montant prévu pour les membres du personnel de la fonction publique fédérale, tel qu'indexé conformément à l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale, avec un minimum de 0,2612 euros par kilomètre parcouru.

L'article 514 n'est pas applicable au montant de l'indemnité kilométrique visée à l'alinéa 3. ».

Art. 3. Dans l'article 556 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « de 0,15 euros » sont abrogés ;

2° deux alinéas rédigés comme suit sont insérés entre les alinéas 1 et 2 :

« L'indemnité kilométrique correspond au montant prévu pour les membres du personnel de la fonction publique fédérale, tel qu'indexé conformément à l'arrêté royal du 13 juillet 2017 fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale, avec un minimum de 0,2612 euros par kilomètre parcouru.

L'article 514 n'est pas applicable au montant de l'indemnité kilométrique visée à l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 4. Dans l'annexe XVII du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les trois dernières cases du tableau commençant respectivement par les mots « X 0,15 », « X index » et « = » sont abrogées ;

2° la phrase « Certifié sincère et véridable à la somme de ... EUR » est abrogée ;

3° la phrase « À envoyer au Secrétaire général » est remplacée par la phrase :

« À envoyer au Directeur général du Service public de Wallonie Support. ».

Art. 5. Dans l'annexe XVIII du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les trois dernières cases du tableau commençant respectivement par les mots « X 0,15 », « X index » et « = » sont abrogées ;

2° la phrase « Certifié sincère et véridable à la somme de ... euros » est abrogée ;

3° la phrase « À envoyer au Secrétaire général » est remplacée par la phrase :

« À envoyer au Directeur général du Service public de Wallonie Support. ».

Art. 6. Dans l'article 9, alinéa 5, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 2015 relatif aux dispositions spécifiques applicables au Département de la Nature et des Forêts, les mots « Conformément à l'article 531 du Code de la Fonction publique wallonne, » sont abrogés.

Art. 7. Dans l'article 10, alinéa 2, du même arrêté, les mots « Conformément à l'article 531 du Code de la Fonction publique wallonne, » sont abrogés.

Art. 8. Le montant de l'indemnité visée aux articles 536 et 556 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la fonction publique wallonne est de 0,2612 euros par kilomètre parcouru, aussi longtemps que ce montant est supérieur au montant prévu pour les membres du personnel de la fonction publique fédérale visé par les articles 2 et 3.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'un délai de dix jours prenant cours le jour suivant celui de sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa 1, les articles 1, 2, 3, 6, 7 et 8 du présent arrêté produisent leurs effets le 1^{er} juillet 2022.

Art. 10. La Ministre de la Fonction publique est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 2 février 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative,
en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/40524]

2. FEBRUAR 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf die Kilometerentschädigung innerhalb des regionalen öffentlichen Dienstes

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 87 § 3, ersetzt durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 und abgeändert durch das Sondergesetz vom 6. Januar 2014;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, Artikel 531, 536 und 556;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen, Artikel 9 und 10;

Aufgrund des Berichts vom 13. Juni 2022, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 28. Juni 2022 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. Juli 2022 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 7. Juli 2022 gegebenen Einverständnisses der Ministerin für den Öffentlichen Dienst;

Aufgrund des am 28. Oktober 2022 abgeschlossenen Verhandlungsprotokolls Nr. 831 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des am 11. Januar 2023 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 72.727/4 des Staatsrats;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Pauschalbeträge der Kilometerentschädigung, die bei Benutzung eines Privatfahrzeugs für Dienstreisen und bei Benutzung eines Fahrrads gewährt werden und die für den wallonischen öffentlichen Dienst gelten, an die für den föderalen öffentlichen Dienst geltenden Beträge anzupassen;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Artikel 531 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2010, wird wie folgt abgeändert:

1° in Absatz 1, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. April 2010, werden die Wörter "von 0,3169 Euro pro Kilometer, um alle durch die Benutzung des eigenen Motorfahrzeugs entstehenden Kosten zu decken" durch die Wörter "um alle durch die Benutzung des eigenen Motorfahrzeugs entstehenden Kosten zu decken, auf eine Kilometerentschädigung, deren Betrag dem Betrag entspricht, der für die Mitglieder des Personals des föderalen öffentlichen Dienstes vorgesehen ist, wie er gemäß dem Königlichen Erlass vom 13. Juli 2017 zur Festlegung der Zulagen und Entschädigungen der Personalmitglieder des föderalen öffentlichen Dienstes indexiert ist" ersetzt;

2° der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Februar 2007 eingefügte Absatz 3 erhält folgende Fassung:

"Artikel 514 findet keine Anwendung auf den Betrag der in Absatz 1 genannten Kilometerentschädigung."

Art. 2 - In Artikel 536 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. September 2021, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 3 werden die Wörter "von 0,15 EUR" aufgehoben;

2° es werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen Absätze 3 und 4 eingefügt:

"Die in Absatz 3 genannte Kilometerentschädigung entspricht dem für die Personalmitglieder des föderalen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Betrag, der gemäß dem Königlichen Erlass vom 13. Juli 2017 zur Festlegung der Zulagen und Entschädigungen der Personalmitglieder des föderalen öffentlichen Dienstes indexiert wird, mit einem Mindestbetrag von 0,2612 Euro pro gefahrenen Kilometer."

Artikel 514 findet keine Anwendung auf den Betrag der in Absatz 3 genannten Kilometerentschädigung.”.

Art. 3 - In Artikel 556 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 werden die Wörter "von 0,15 EUR" aufgehoben;

2° es werden zwei Absätze mit folgendem Wortlaut zwischen Absätze 1 und 2 eingefügt:

”Die Kilometerentschädigung entspricht dem für die Personalmitglieder des föderalen öffentlichen Dienstes vorgesehenen Betrag, der gemäß dem Königlichen Erlass vom 13. Juli 2017 zur Festlegung der Zulagen und Entschädigungen der Personalmitglieder des föderalen öffentlichen Dienstes indexiert wird, mit einem Mindestbetrag von 0,2612 Euro pro gefahrenen Kilometer.

Artikel 514 findet keine Anwendung auf den Betrag der in Absatz 1 genannten Kilometerentschädigung. ».

Art. 4 - In Anlage XVII desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die letzten drei Felder der Tabelle, die jeweils mit den Worten "x 0,15", "x Index" und "=" beginnen, werden aufgehoben;

2° der Satz "Bescheinigt die Richtigkeit und Wahrhaftigkeit der Summe von EUR" wird aufgehoben;

3° Der Satz "An den Generalsekretär zu richten" wird durch den folgenden Satz ersetzt:

"An den Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung zu richten."

Art. 5 - In Anlage XVIII desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die letzten drei Felder der Tabelle, die jeweils mit den Worten "x 0,15", "x Index" und "=" beginnen, werden aufgehoben;

2° der Satz "Bescheinigt die Richtigkeit und Wahrhaftigkeit der Summe von EUR" wird aufgehoben;

3° Der Satz "An den Generalsekretär zu richten" wird durch den folgenden Satz ersetzt:

"An den Generaldirektor des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Unterstützung zu richten."

Art. 6 - In Artikel 9, Absatz 5 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. September 2015 über die auf die Abteilung Natur und Forstwesen anwendbaren spezifischen Bestimmungen werden die Wörter "Gemäß Artikel 531 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird dieser Betrag" durch die Wörter "Dieser Betrag wird" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 10, Absatz 2 desselben Erlasses werden die Wörter "Gemäß Artikel 531 des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes wird dieser Betrag" durch die Wörter "Dieser Betrag wird" ersetzt.

Art. 8 - Der Betrag der in den Artikeln 536 und 556 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes vorgesehene Entschädigung beläuft sich auf 0,2612 pro gefahrenen Kilometer, solange dieser Betrag höher als der in den Artikeln 2 und 3 genannte, für die Personalmitglieder des föderalen öffentlichen Dienstes vorgesehene Betrag ist.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach Ablauf einer zehntägigen Frist beginnend ab dem Tag nach dem Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt*.

In Abweichung von Absatz 1 werden die Artikel 1, 2, 3, 6, 7 und 8 des vorliegenden Erlasses am 1. Juli 2022 wirksam.

Art. 10 - Die Ministerin für den öffentlichen Dienst wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 2. Februar 2023.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung,
beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/40524]

2 FEBRUARI 2023. — Besluit van de Waalse regering tot wijziging van diverse bepalingen met betrekking tot de kilometervergoeding in de gewestelijke overheidsdiensten

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, vervangen door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 6 januari 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, de artikelen 531, 536 et 556 ;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen, de artikelen 9 en 10;

Gelet op het rapport van 13 juni 2022 opgesteld artikel 3, 2°, overeenkomstig het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 2014 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 28 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 7 juli 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 7 juli 2022;

Gelet op het onderhandelingsprotocol nr. 831 van het Sectorcomité nr. XVI, gesloten op 28 oktober 2022;

Gelet op het advies nr. 72.727/4 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de forfaitaire bedragen van de kilometervergoedingen voor het gebruik van een persoonlijk voertuig voor dienstreizen en voor het gebruik van een fiets die voor de Waalse overheidsdiensten gelden, in overeenstemming moeten worden gebracht met die welke voor de federale overheidsdiensten gelden;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 531 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2010, worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 april 2010, worden de woorden "van 0,3169 euro per kilometer" vervangen door de woorden "waarvan het bedrag overeenstemt met het bedrag voorzien voor de personeelsleden van het federaal openbaar ambt zoals geïndexeerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt.";

2° het derde lid, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 februari 2007, wordt vervangen door wat volgt:

"Artikel 514 is niet van toepassing op het bedrag van de in lid 1 bedoelde kilometervergoeding."

Art. 2. In artikel 536 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 september 2021, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in lid 3 worden de woorden "van 0,15 euro" opgeheven;

2° er wordt tussen lid 3 en lid 4, twee leden ingevoegd, luidend als volgt:

"De kilometervergoeding bedoeld in het derde lid stemt overeen met het bedrag voorzien voor de personeelsleden van de federaal openbaar ambt, zoals geïndexeerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, met een minimum van 0,2612 euro per afgelegde kilometer.

Artikel 514 is niet van toepassing op het bedrag van de in lid 3 bedoelde kilometervergoeding."

Art. 3. Artikel 556 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in lid 1 worden de woorden "van 0,15 euro" opgeheven;

2° er wordt tussen lid 1 en lid 2, twee leden ingevoegd, luidend als volgt:

"De kilometervergoeding stemt overeen met het bedrag voorzien voor de personeelsleden van de federaal openbaar ambt, zoals geïndexeerd overeenkomstig het koninklijk besluit van 13 juli 2017 tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt, met een minimum van 0,2612 euro per afgelegde kilometer.

Artikel 514 is niet van toepassing op het bedrag van de in lid 1 bedoelde kilometervergoeding."

Art. 4. In bijlage XVII bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de laatste drie vakken van de tabel die respectievelijk beginnen met de woorden "X 0,15", "X indexcijfer" en "=" worden opgeheven;

2° de zin "Waar en oprecht verklaard voor het bedrag van ... euro" wordt opgeheven;

3° de zin "Aan de Secretaris-Generaal over te maken" wordt vervangen door de zin :

" Aan de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten over te maken."

Art. 5. In bijlage XVIII bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht:

1° de laatste drie vakken van de tabel die respectievelijk beginnen met de woorden "X 0,15", "X indexcijfer" en "=" worden opgeheven;

2° de zin "Waar en oprecht verklaard voor het bedrag van ... euro" wordt opgeheven

3° de zin "Aan de Secretaris-Generaal over te maken" wordt vervangen door de zin :

" Aan de directeur-generaal van de Waalse Overheidsdienst Ondersteunende diensten over te maken."

Art. 6. In artikel 9, lid 5, van het besluit van de Waalse Regering van 17 september 2015 betreffende de specifieke bepalingen die van toepassing zijn op het Departement Natuur en Bossen worden de woorden "Overeenkomstig artikel 531 van de Waalse Ambtenarencode" opgeheven.

Art. 7. In artikel 10, lid 2, van hetzelfde besluit worden de woorden "Overeenkomstig artikel 531 van de Waalse Ambtenarencode" opgeheven.

Art. 8. Het bedrag van de vergoeding bedoeld in de artikelen 536 en 556 van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode bedraagt 0,2612 euro per afgelegde kilometer, voor zolang dit bedrag hoger is dan het bedrag dat in de artikelen 2 en 3 voor de personeelsleden van het federaal openbaar ambt is vastgesteld.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na afloop van een termijn van tien dagen die ingaat op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van lid 1 treden de artikelen 1, 2, 3, 6, 7 en 8 van dit besluit in werking op 1 juli 2022.

Art. 10. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 2 februari 2023.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/200808]

9 MAI 2022. — Arrêté ministériel portant transfert de crédits entre les programmes 001, 096, 098, 100 et 114 de la division organique 18 et le programme 120 de la division organique 34 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de Compétence,

Vu le décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, notamment l'article 26;

Vu le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, notamment l'article 35;

Vu la circulaire du 18 janvier 2001 relative à la gestion administrative des programmes cofinancés par les Fonds européens en Région wallonne, particulièrement son point III, 2, 4^{ème} alinéa;

Considérant la nécessité de transférer des crédits de liquidation à l'adresse budgétaire de compte budgétaire 81211000 et de domaine fonctionnel 001.072 du programme 001 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 dans le cadre du programme FEDER « Wallonie-2027.eu », à savoir, le dossier suivant (intitulé et codification du projet cofinancé) :

Programme FEDER 2021-2027 « Wallonie-Bruxelles 2027.EU »

Intitulé : Etude Ex Ante Mesures instruments financiers programmation 2021-2027 FEDER;

Opérateur : BDO Advisory;

Adresse budgétaire (compte budgétaire/domaine fonctionnel) : 81211000/001.072;

Crédits de liquidation : 4.344,12 EUR;

Codification du projet : E TR 1 711000 03784;

Considérant la nécessité de transférer des crédits de liquidation à l'adresse budgétaire de compte budgétaire 85112000 et de domaine fonctionnel 096.008 du programme 096 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon dans le cadre du programme « FEDER - Wallonie-Bruxelles 2020.eu », à savoir, le dossier suivant (intitulé du projet cofinancé) :

FEDER - Wallonie-Bruxelles 2020.eu;

Axe 1 : Economie 2020;

Mesure 1.1.1 : Stimulation de l'investissement dans les entreprises existantes ou en création;

Projets : Aides à l'investissement;

Adresse budgétaire (compte budgétaire/domaine fonctionnel) : 85112000/096.008;

Crédits de liquidation : 1.800.000 EUR;

Considérant la nécessité de transférer des crédits de liquidation à l'adresse budgétaire de compte budgétaire 86142000 et de domaine fonctionnel 098.012 du programme 098 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 7 juillet 2016 dans le cadre du programme « FEDER - Wallonie-Bruxelles 2020.eu », à savoir, le dossier suivant (intitulé du projet cofinancé) :

FEDER - Wallonie-Bruxelles 2020.eu;

Axe 1 : Economie 2020;

Mesure 1.1.3 : Renforcement de la compétitivité du territoire par la création et la requalification d'infrastructures propices à l'accueil des entreprises contribuant à la transition vers une économie sans carbone;

Portefeuille : ZAE de Liège-Bierset;

Projet : Evacuation des eaux pluviales de la plaine de Cubber et de Stockis;

Opérateur : SOWAER;

Adresse budgétaire (compte budgétaire/domaine fonctionnel) : 86142000/098.012;

Crédits de liquidation : 202.445,48 EUR;

Codification du projet : E TR 1 113000 00122 ;

Considérant la nécessité de transférer des crédits de liquidation à l'adresse budgétaire de compte budgétaire 85121000 et de domaine fonctionnel 098.025 du programme 098 de la division organique 18 du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022, afin de rencontrer la décision du Gouvernement wallon en sa séance du 16 juin 2016 dans le cadre du programme « FEDER - Wallonie-Bruxelles 2020.eu », à savoir, le dossier suivant (intitulé du projet cofinancé) :

FEDER - Wallonie-Bruxelles 2020.eu;

Axe 1 : Economie 2020;

Mesure 1.1.3 : Renforcement de la compétitivité du territoire par la création et la requalification d'infrastructures propices à l'accueil des entreprises contribuant à la transition vers une économie sans carbone;

Portefeuille : Requalification des anciennes zones d'activités économiques de la région de Charleroi-Sud Hainaut;

Projet : 1 - Requalification du Parc Scientifique et Technologique de l'Aéropôle;